



Sommaire

Grand angle :

- L'intervention de la SIDI en Amérique Latine

P. 2

Focus

- Soutenir le développement de la microfinance sociale centraméricaine

P. 3

Actualité des partenariats SIDI

- Nicaragua : avec Financiera FDL, Finançons le progrès

En bref :

- Changement de Gérance à la Sidi
- Mobilisation pour le développement de la finance solidaire
- Une épargne solidaire au service du bien commun

P. 4

Chers amis,
chers actionnaires solidaires,

Ces Carnets de la SIDI mettent en lumière son action en Amérique Latine, région dans laquelle son engagement pour le développement par l'investissement solidaire est particulièrement apprécié.

L'action de la SIDI sur ce continent porte sur deux sous-régions : les pays andins et l'Amérique Centrale. Aujourd'hui la SIDI y reste présente et se démarque par son approche résolument sociale. Elle a établi des partenariats sur ce continent dès les années 80 en innovant par la création de sociétés locales d'investissement au bénéfice de l'économie sociale. Aujourd'hui, la SIDI est sollicitée pour la concrétisation de partenariats stratégiques dans un univers devenu mature et concurrentiel. C'est ainsi qu'elle vient, à la demande de ses fondateurs, d'investir dans la Financiera FDL, la principale institution de microfinance d'Amérique Centrale, ainsi que dans BanCODESARROLLO, une banque créée par une puissante ONG équatorienne issue de la pensée sociale de l'Eglise. Ces engagements s'inscrivent dans la mise en œuvre de notre mission pour le déploiement de services financiers de qualité, durables et répondant à la demande sociale.

Au moment où la SIDI accompagne ses partenaires dans les étapes qui les positionnent comme des acteurs influents, la SIDI continue de compter sur tous ses actionnaires afin de pouvoir répondre à leurs demandes !

*Dominique Lesaffre,
Directeur Général*



L'INTERVENTION DE LA SIDI EN AMERIQUE LATINE

La SIDI a historiquement eu une présence forte en Amérique Latine afin de répondre au profond manque d'offre de financement en zones rurales qui caractérisait la région. Elle a accompagné plusieurs projets pionniers dans le champ de la microfinance rurale, soutenu le développement d'outils de financement d'organisations rurales et élargi son appui à des organisations de producteurs. Les pays de la région font aujourd'hui preuve d'un fort dynamisme économique, le secteur de la microfinance y a connu une croissance sans précédent et les filières agricoles se diversifient. Dans ce paysage en recomposition, quelle place pour l'intervention de la SIDI ? Julie TORRES-SZANTYR, Responsable du développement des partenariats à la SIDI, répond à nos questions.

Intervenir en Amérique Latine a-t-il encore du sens pour la SIDI ?

D'une part, malgré les importants taux de croissance qu'affichent la plupart des pays de la région, il subsiste encore de très fortes inégalités dans ces pays. Cela se ressent tout particulièrement dans l'accès aux financements, puisque beaucoup de zones rurales ou montagneuses restent encore non desservies et certains secteurs économiques ne sont pas financés. Par ailleurs, le changement climatique n'épargne pas ces pays dont bon nombre doivent aujourd'hui faire face à des phénomènes climatiques et naturels qui les ravagent, avec un impact important sur les activités économiques et productives rurales. Il y a donc encore beaucoup à faire dans des domaines centraux pour la SIDI comme le financement de la petite agriculture, la transition écologique et sociale ou encore la performance sociale. D'autre part, l'expérience de la SIDI en Amérique Latine nourrit considérablement son action. En effet, il y a toujours des synergies à trouver entre ses différents contextes d'intervention afin de faire profiter nos différents partenaires de l'expérience des autres.

Quelles sont les spécificités du secteur de la microfinance et des filières agricoles de la région ?

Le secteur de la microfinance se caractérise par une assez grande maturité et une tendance manifeste à la concentration. Le secteur est aujourd'hui très réglementé, ce qui pour nous constitue parfois un défi à l'heure d'entrer au capital d'une institution, le cahier des charges imposé à ces structures exigeant toujours un plus grand formalisme. Cette complexification du cadre réglementaire conduit à une certaine forme de concentration, les petites coopératives d'épargne/crédit n'étant pas en mesure de satisfaire à toutes ces exigences, c'est pourquoi seuls les acteurs les plus consolidés prospèrent. Au Pérou, par exemple, cette forte concentration conduit à ce que des IMF soient absorbées par le secteur bancaire, ou bien fusionnent de manière à maintenir leur part de marché, développer leur offre de services ou encore étendre leur couverture géographique. Du côté des filières agricoles, la structuration des organisations de producteurs reste un défi majeur. Les organisations ont généralement besoin de renforcer leurs compétences en matière de comptabilité, de gestion des stocks, de logistique ou de gouvernance... Des problèmes que l'on rencontre somme toute partout.

Quelle est la logique d'intervention de la SIDI dans la région ?

En matière d'investissement, les montants sont assez importants pour un nombre de partenaires assez réduit, ce qui s'explique par le fait que l'on s'adresse plutôt à des institutions relativement solides dont la couverture est généralement nationale, voire régionale. La SIDI a notamment fait le choix d'investir dans plusieurs institutions de refinancement, qui permettent de découpler la portée de ses investissements et de son accompagnement, en touchant indirectement plusieurs dizaines de petites et moyennes IMF que nous ne pourrions pas soutenir directement (notamment en raison de leur isolement géographique ou de nos ressources humaines limitées). L'idée est également de renforcer des institutions qui fédèrent une diversité d'acteurs, ce qui leur permet de disposer d'un poids politique et d'influer sur l'orientation du cadre réglementaire du secteur. La valeur ajoutée de la SIDI dans ce type de partenariat réside principalement dans sa participation à leur gouvernance, à laquelle elle apporte un regard extérieur et sa connaissance de modèles alternatifs.

5,1 millions d'€
d'investissement

20 partenaires

Près de 1 million de
bénéficiaires finaux

Zones d'intervention
— Directe
— Indirecte

Pour ce qui est du soutien aux filières agricoles, la SIDI s'est fortement impliquée auprès d'acteurs de la filière café. Elle intervient notamment auprès d'une entreprise communautaire péruvienne, CaféPerú, dans laquelle elle détient une importante participation au capital et qu'elle accompagne en matière de gouvernance. La SIDI travaille aussi avec plusieurs organisations de producteurs de quinoa, cacao ou encore plantes médicinales. Cependant, notre intervention en Amérique Latine se concentre surtout au niveau de la microfinance plutôt que sur la production agricole. Notre intervention n'a pas vocation à multiplier les financements aux organisations de producteurs, mais plutôt de s'appuyer sur le secteur local de la microfinance en lui donnant les moyens de le faire.

Le nouveau plan stratégique de la SIDI adopté cette année va-t-il changer la donne ?

La SIDI va continuer à avoir une intervention forte en Amérique Latine, comme cela a été initié à la fin du dernier plan, en renforçant ses partenariats avec des institutions assez matures, capables d'offrir des services diversifiés à une population urbaine et rurale. Le but est de renforcer nos prises de participation dans ce type d'institutions, avec des montants allant de 500 000 à un million d'euros, ce qui représente un saut en termes de volume, qui permettra à la SIDI de s'impliquer durablement dans la gouvernance de ces acteurs. Nous laissons, par ailleurs, la porte ouverte à des partenariats avec quelques organisations de producteurs. Nous restons cependant centrés dans les quelques pays dans lesquels nous avons développé un fort ancrage comme la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie. En Amérique Centrale, notre intervention pourrait être éventuellement renforcée au travers de l'institution de refinancement SICSA (voir article ci-après) et par le soutien à certaines filières agricoles, plutôt en deuxième partie de plan. Il y a de quoi faire !

Focus

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE SOCIALE CENTRAMÉRICAINNE

En 2006, le Réseau centraméricain et caribéen de la microfinance (REDCAMIF), qui regroupe 139 Institutions de microfinance (IMF) offrant des services à plus de 1,5 millions de personnes, a décidé de créer une société d'investissement capable de renforcer sa mission de soutien aux acteurs régionaux de la microfinance. SICSA venait de naître et allait dès lors s'affirmer comme la première institution de refinancement à vocation régionale.

Cette institution contribue aujourd'hui au refinancement d'une quarantaine d'IMF au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et en République Dominicaine. Ses partenaires sont principalement de petites IMF, dont le portefeuille de crédits n'excède pas 4 millions de dollars, et qui n'ont de ce fait pas ou peu accès aux financements de bailleurs et investisseurs internationaux. Une grande partie des prêts de SICSA se concentre sur le Nicaragua (avec 15 partenaires représentant 42% de son portefeuille), un marché plutôt mature, où les besoins de financement des microentrepreneurs sont nombreux.

SICSA offre un appui financier prenant la forme de prêts et de lignes de crédit qui permettent à ses partenaires de répondre aux demandes de leurs clients : micro-entrepreneurs, petits producteurs... Le montant moyen de cet appui s'élève à 236 000 dollars pour 2016, souvent décaissés en plusieurs fois afin de s'adapter à leur capacité d'absorption. Ces prêts permettent aux IMF partenaires de pouvoir notamment développer leur offre de services en zones rurales (38,5% du portefeuille des IMF et 40% de leurs clients) et pour les femmes qui représentent 60% de leur clientèle. Ce faisant SICSA répond à une demande essentielle des acteurs de la microfinance en se plaçant comme une alternative aux financeurs extrarégionaux, dont elle se démarque par sa proximité, garantissant un suivi rapproché et plus grande réactivité. SICSA se distingue aussi par sa loyauté envers ses partenaires : elle n'a par exemple pas hésité à rester aux côtés des IMF nicaraguayennes pendant la crise de 2008, alors que d'autres financeurs leur refusaient tout soutien.

SICSA ne fournit en revanche aucun appui technique, ce n'est pas son rôle. En tant que filiale du réseau REDCAMIF elle compte sur cette entité pour pourvoir aux besoins de ses partenaires.

Dans le cadre de sa stratégie de coopération avec des filiales de refinancement, comme avec FORTALECER au Pérou ou RED FASCO au Guatemala, la SIDI est entrée au capital de SICSA en 2015, dont elle est devenue actionnaire sans droit de vote. La SIDI envisage cependant prochainement d'augmenter sa participation au capital et d'obtenir un droit de vote ce qui lui permettra de participer activement à la gouvernance de SICSA. En investissant dans SICSA, la SIDI a considérablement augmenté sa portée, en soutenant d'une quarantaine d'IMF centraméricaines et en ayant ainsi un impact sur une grande part du secteur, mais elle contribue surtout au renforcement d'un pôle de financement local, conjuguant professionnalisme et connaissance fine du terrain, capable d'offrir durablement des services adaptés aux besoins des acteurs locaux.

Actualité des partenariats SIDI

NICARAGUA : AVEC FINANCIERA FDL, FINANÇONS LE PROGRÈS

C'est au début des années 90, dans un contexte particulièrement difficile, qu'a été créé le Fonds pour le Développement Local (Fondo para el Desarrollo Local - FDL). Alors que le Nicaragua était contraint d'adopter de drastiques mesures d'ajustement structurel, l'offre publique de financement rural connut une contraction sans précédent, notamment après la liquidation de la banque nationale de développement agricole. Considérant le soutien au monde rural comme une étape clef pour le développement du pays, le centre de recherche Nitlaplán de l'Université Centraméricaine, lança un programme de microcrédits destiné aux zones rurales et aux petits producteurs.

Malgré la profonde crise qui a frappé le secteur de la microfinance à la fin des années 2000 (avec le mouvement "no pago" de refus de remboursement des prêts), FDL a su conserver son positionnement originel en étendant son offre de services à l'ensemble du pays et en réaffirmant la priorité donnée aux zones rurales (alors que le reste du secteur se concentrait plutôt sur les zones urbaines). Devenue la première IMF du pays et même de la région d'Amérique Centrale, elle compte aujourd'hui près de 70 000 clients et son portefeuille est essentiellement investi en zones rurales.

près de **70 000** clients

90 000 millions de \$ de portefeuille
dont **73%** investis en milieu rural
et **34%** pour l'agriculture
et l'élevage



Le soutien aux activités agricoles et à l'élevage reste un axe fort de son action : FDL y consacre plus de 34% de son portefeuille et s'appuie sur l'expertise du centre de recherche Nitlaplán afin d'offrir à ses clients une assistance technique visant à améliorer la productivité et la rentabilité de leurs activités. En 2015, ce sont près de 5000 visites d'assistance technique qui ont ainsi été réalisées. FDL a de plus forgé plusieurs alliances stratégiques avec des entreprises qui garantissent l'insertion des producteurs dans des chaînes de valeur agricole.

Conscient des enjeux environnementaux actuels, FDL s'engage aussi pour le développement de la microfinance verte. Une partie des crédits qu'elle octroie vise ainsi le financement de projets contribuant à adapter les pratiques de production de ses clients au changement climatique et aux enjeux de préservation de l'environnement. Des prêts à taux bonifiés et conditions assouplies sont ainsi octroyés pour le financement de projets de transition énergétique, gestion de l'eau...

Depuis le printemps 2016, FDL est entrée dans une nouvelle étape de son histoire avec la constitution d'une société financière régulée, Financiera FDL, qui va lui permettre de donner un nouvel élan à son développement grâce à la possibilité de collecter l'épargne. Ses performances lui ont permis de choisir ses partenaires investisseurs solidaires parmi de nombreux prétendants, et ses dirigeants ont sélectionné la SIDI, aux côtés de trois autres investisseurs sociaux dont ALTERFIN (allié SIDI en Belgique) avec qui la SIDI partage un siège au conseil d'administration. La SIDI a transformé son prêt d'un million de dollars en participation au capital à la fin de l'année 2016. Après être historiquement intervenue en Amérique Centrale via des institutions de refinancement, la SIDI y effectue son premier investissement direct dans une IMF dont la qualité de l'action ainsi que le ciblage rural sont particulièrement en phase avec ses objectifs.

En bref

Changement de Gérance à la Sidi

Le Comité de Gérance de la SIDI a accueilli son tout nouveau membre, Maximilien De Meulenaere, qui succèdera à Geneviève Guénard dans ses fonctions de Gérante de la SIDI et de Directrice administrative et financière du CCFD - Terre Solidaire. Nous souhaitons une douce et heureuse retraite à Geneviève et la bienvenue à Maximilien !

Mobilisation pour le développement de la finance solidaire

Le collectif Finansol a formulé 10 propositions à destination des candidats à la présidentielle et aux législatives visant à développer la finance solidaire. Soutenez cette démarche en signant la pétition sur 1001pact.com/petition-finansol.

Plus d'informations sur : www.finansol.org

Une épargne solidaire au service du bien commun

En 2016, les produits d'épargne de partage ont rapporté près de 620 000 € au CCFD-Terre Solidaire, dont 210 000 € via le FCP Faim & Développement qui permet de financer, depuis 1983, la mission d'appui technique de la SIDI. Aujourd'hui, l'association promeut une gamme de neuf produits (assurance-vie, livrets, comptes à terme, carte...) dont vous trouverez le détail sur le nouveau site ccfd-terresolidaire.org/epargnesolidaire